

“Il faut toujours expliquer ce que l'on fait avec l'argent public”

- Jean-Michel Javaux, président de Meusinvest, sort de son silence sur l'affaire Publifin-Nethys.
- L'ex-coprésident d'Ecolo craint les amalgames au détriment d'outils publics performants.
- Il dit être blessé par les attaques contre un prétendu “système liégeois”

Entretien réalisé par Pierre-François Lovens

Bio express

- **1967.** Jean-Michel Javaux, né à Liège, aura 50 ans le 24 novembre prochain. Licencié en sciences politiques et relations internationales (ULB), il a obtenu une maîtrise en sciences politiques à l'université de Hull (Grande-Bretagne) et un diplôme de la High School de Fillmore (New York).
- **2003-2012.** Il occupe les fonctions de secrétaire fédéral, coprésident et porte-parole d'Ecolo. Depuis décembre 2006, il est bourgmestre d'Amay.
- **2012-2017.** En juin 2012, il devient administrateur indépendant de la société Lampiris (fonction qu'il n'occupe plus aujourd'hui). En mars 2013, il est nommé président du conseil d'administration de Meusinvest, le plus gros invest (fonds public d'investissement) wallon. Son mandat est d'une durée de cinq ans.

Avec le grand déballage Publifin-Nethys, la question se pose à nouveau de savoir s'il est opportun que des structures publiques, comme les intercommunales ou les provinces, s'immiscent dans le développement économique de la Wallonie. Vous partagez cette interrogation ?

Non. L'indignation par rapport au contournement de règles dans le chef de certains est légitime. Mais ma crainte est d'assister à une remise en question de l'utilité de toute une série d'outils publics, comme les invests ou les intercommunales. Il faut pouvoir établir des règles, mais il est essentiel de ne pas agir dans une forme d'émancipation. Il ne faudrait pas que, demain, des outils publics qui fonctionnent bien soient supprimés.

L'affaire Publifin menace de tout remettre en question ?

Elle risque, en tout cas, de donner un coup de frein à des projets d'investissements, publics et privés, alors qu'on était dans une dynamique positive. L'affaire Publifin concentre, à juste titre, toute l'attention des médias et de la population. Mais elle donne l'impression que, tout compte fait, la Wallonie n'a pas changé depuis 40 ans. Il ne faudrait pas être tétanisé par cette affaire et enterrer tout ce qui est en train d'aller dans le bon sens. Depuis plusieurs semaines, je lis que le modèle de l'intercommunale aurait vécu. Mais non ! On prend les choses à l'envers. Au départ, une intercommunale, ce sont des communes qui se regroupent pour assumer certaines missions en vue de faire des économies au bénéfice des citoyens.

Etait-ce encore le cas avec Publifin-Nethys ?

Non. En fusionnant de multiples outils au sein d'une grosse structure, de moins en moins contrôlée et trans-

parente, on a obtenu l'effet inverse.

Nethys est donc l'exemple de ce qu'il ne faut plus faire ?

En partie. On n'a pas assez distingué les missions de service public, qui nécessitent un contrôle approprié des communes, et les missions plus privées et commerciales. Il y a aussi le rôle ambigu de la Province de Liège et de ses dirigeants (André Gilles, Georges Pire et

Pierre Drion, NdlR). Pour utiliser une image que tout le monde comprendra, on n'envisage pas que le Premier ministre puisse, par exemple, présider le conseil d'administration de la SNCB ou de Proximus.

Ecolo réclame, de longue date, la fin des provinces...

Il faut rassurer toutes les personnes qui travaillent dans les outils (écoles...) gérés par les provinces.

L'ex-coprésident d'Ecolo est devenu nettement plus nuancé sur le sujet...

L'ex-coprésident d'Ecolo reste un grand partisan des communautés urbaines et des communautés de communes. Je préférerais qu'on donne plus de moyens aux communes pour remplir des missions qui sont aujourd'hui financées par les provinces. Ce serait plus efficace et plus transparent.

Que recommanderiez-vous à vos amis politiques pour sortir du borbier Publifin-Nethys ?

Il faut éviter les amalgames et répondre aux problèmes qui se posent. Ce qui choque légitime-

“Je ne sais jamais ce que je vais faire au-delà de 6 mois.”

Jean-Michel Javaux
Président de Meusinvest
et bourgmestre d'Amay.

ment l'opinion publique, c'est le contournement des décrets régionaux. Il faut probablement répondre par des règles encore plus strictes afin de rétablir la confiance des citoyens. Ils se sentent trompés par l'usage qui est fait d'argent public. Or, il faut toujours expliquer ce que l'on fait avec l'argent public.

L'affaire Publifin-Nethys s'est traduite par une attaque en règle contre le "système liégeois"...

On s'en est pris à Liège avec des mots très durs. Cela me blesse. On a parlé de "système", comme si tous les Liégeois se réunissaient en secret pour magouiller! C'est assez vexant et condescendant, au regard du rôle joué par d'autres acteurs, de résumer la région liégeoise à cinq personnalités d'un seul parti politique (Marcourt, Demeyer, Mathot, Gilles et Moreau, Ndlr).

Vous êtes venu au secours de Claude Parmentier (chef de cabinet adjoint du ministre Furlan et administrateur privé de Nethys). Cela a surpris, et même déplu, jusque dans les rangs d'Ecolo. Vous le regrettez?

Je suis très surpris aussi par la formulation de votre question. Que je sache, je n'ai pas rédigé de communiqué pour prendre la défense de Claude Parmentier. Un de vos collègues m'a appelé pour que je lui parle de Claude Parmentier. J'ai alors expliqué que j'avais appris à le connaître lors de mon arrivée à la tête d'Amay et que j'avais découvert une personne ayant une grande maîtrise des chiffres, ne courant pas derrière le pouvoir et les mandats. Résultat: dans l'article, il était écrit: "Javaux le défend". Ce n'est évidemment pas correct.

Stéphane Moreau siège au conseil d'administration et au comité d'audit de Meusinvest. N'est-ce pas devenu fort gênant?

Nethys est représenté au conseil d'administration à travers TEB (ex-Ecetia Participations, Ndlr). Mais, à titre personnel, Stéphane Moreau ne s'y est plus présenté depuis trois ans. Ni au comité d'audit.

Il incarne les dérives dénoncées aujourd'hui, non?

En tout cas, il n'incarne pas Liège! C'est à nouveau un raccourci d'imaginer que Stéphane Moreau est le moteur de développement de la région liégeoise.

Qu'allez-vous faire en mars prochain, à la fin de votre mandat à la tête de Meusinvest?

Je ne sais jamais ce que je vais faire au-delà de six mois.

Vous êtes sincère?

Oui! Je n'ai pas d'ambition politique à court terme.

Mais vous n'excluez pas un retour au premier plan?

La dernière fois que j'ai utilisé cette formule, on titrait le lendemain: "Javaux prépare son retour".

"Pressions sur moi? Jamais!"

Vous abordez la dernière année de votre mandat à la présidence de Meusinvest. Quel bilan dressez-vous de cette expérience nouvelle dans votre parcours?

Quand je suis arrivé, l'image que j'en avais était celle d'un invest proche de l'industrie et des secteurs traditionnels de l'économie liégeoise. Ce qui m'a frappé, en arrivant, c'est surtout la présence d'une petite équipe de personnes pas du tout politisées et connaissant très bien ce que sont l'accompagnement et le financement d'une entreprise. Mais aussi une structure qui avait déjà commencé à s'ouvrir à différents secteurs de l'économie, comme le biomédical, l'immobilier... Meusinvest avait aussi commencé, et je n'ai fait qu'accélérer le mouvement, une série de réformes des structures internes, avec la création d'un comité d'audit et d'éthique, la réduction du nombre d'administrateurs au sein du comité d'investissement et l'arrivée de quatre nouveaux actionnaires privés, ce qui a permis de renforcer la mixité public-privé de l'actionariat et du conseil d'administration.

Votre bilan, quel est-il?

En cinq ans, Meusinvest est passé d'environ 180 sociétés en portefeuille à plus de 400 aujourd'hui. On investissait environ 8 millions d'euros par an; en 2016, on a dépassé les 90 millions. On s'est aussi fort rapproché de sociétés misant sur l'innova-

tion, les start-up... On a réussi à créer tout un écosystème d'acteurs qui gravitent autour de Meusinvest et stimule l'innovation. Meusinvest est devenu davantage un activateur économique. Les entreprises wallonnes ont énormément de potentiel. Leur problème, très souvent, est de ne pas franchir la phase de l'emploi. Nous n'avons pas assez d'entreprises entre 20 et 100 employés. L'un de nos rôles, est que l'accompagnement de la croissance des entreprises se concrétise aussi par la création d'emplois.

Les choix de Meusinvest échappent-ils vraiment à l'influence politique?

En quatre ans de présidence, je n'ai jamais ressenti la moindre pression politique. Que ce soit de la part du gouvernement wallon ou d'acteurs de terrain cherchant à pousser certains dossiers.

D'après le site Cumuleo, vous aviez, en 2015, neuf mandats, dont cinq rémunérés. C'est toujours le cas?

Non. Cumuleo, il faut le savoir, a toujours deux ans de retard. Par exemple, je ne suis plus au conseil d'administration de Lampiris depuis l'arrivée de la SRIW au capital. Je suis bourgmestre d'Amay et président de Meusinvest. Mes rémunérations sont connues: 1500 euros (avant impôt) chez Meusinvest et 2800 euros (avant impôt) comme bourgmestre, avec, dans chaque cas, une rétrocession comprise entre 10 et 30% à Ecolo. Je siège également au conseil d'administration de LAPB (filiale immobilière de Liège Airport), mais ce n'est pas un mandat rémunéré.